



LUXEMBOURG

Déclaration de Madame Marie-Josée JACOBS,
Ministre de la Coopération et de l'Action Humanitaire

Réunion plénière de haut niveau sur
les objectifs du Millénaire pour le développement

New York, le 21 septembre 2010

Declaration by Mrs. Marie-Josée JACOBS,
Minister for Development Cooperation
and Humanitarian Affairs

High Level Plenary Meeting on the Millennium Development Goals

New York, September 21st, 2010

Seul le discours prononcé fait foi



Candidat au Conseil de sécurité
2013-2014
Candidate for the Security Council

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Le Luxembourg s'associe pleinement et entièrement à la déclaration que le Président de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso, a faite au nom de l'Union européenne.

La lutte contre la pauvreté est une entreprise de longue haleine, et le chemin du développement durable est tortueux et semé d'obstacles. Nos chefs d'Etat et de gouvernement étaient bien inspirés en septembre 2000 de prévoir et de programmer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sur quinze ans. Car – ne nous leurrions pas – il n'y a ni raccourci, ni solution miracle :

- pour nourrir celles et ceux qui ont faim,
- pour garantir aux femmes la place dans nos sociétés qui leur revient de droit,
- pour garantir à chaque enfant une éducation qui en mérite le nom,
- pour sauver la mère et son enfant quand elle est forcée d'accoucher dans des conditions précaires,
- quand la santé est menacée par des pandémies ou simplement parce qu'il n'y a pas accès à l'eau potable,
- et quand la dégradation de l'environnement naturel menace la survie.

En septembre 2000, les Etats membres avaient reconnu que l'immensité de ces tâches exigeait un partenariat global pour pouvoir espérer vaincre l'adversité qui interdit à une trop large part de l'humanité de mener une vie décente et de développer tout son potentiel. Cette semaine nous sommes revenus à New York pour dire notre conviction que la voie tracée il y a dix ans était la bonne, pour faire un bilan intermédiaire des progrès sans complaisance et pour réaffirmer notre volonté politique et notre engagement à mener à bien la mission que nous nous sommes donnée, tout en tenant compte de nouveaux défis mondiaux qui compliquent la mise en œuvre des OMD qu'un monde en permanente évolution nous impose.

Pour ce faire, nous pouvons nous baser sur les importants rapports et analyses du Secrétaire général et des agences de l'ONU sur la réalisation des OMD, et sur le travail infatigable des facilitateurs dans la négociation du document final de cette réunion. Qu'ils soient chaleureusement remerciés pour leurs efforts.

Monsieur le Président,

Les OMD gardent toute leur pertinence. Permettez-moi d'insister ici sur ce qui peut paraître comme une évidence. Je suis persuadée que c'est utile et nécessaire parce que nous vivons une époque qui est caractérisée par des accélérations sans précédent au niveau global. Malheureusement, nous ne prenons que trop rarement le temps de nous demander si ces accélérations sont bénéfiques ou même seulement souhaitables. Non pas que ces emballements soient forcément négatifs, mais trop souvent nous les subissons au

lieu de les contrôler et de les canaliser. De surcroît, ils nous poussent à l'impatience, un défaut qui s'accommode mal de l'engagement à long terme et de l'effort soutenu pourtant indispensables pour réussir le développement durable. L'impatience de celles et de ceux qui sont tentés de remettre en cause les OMD faute de gratifications immédiates, est mal venue. Prenez mon propre pays, le Luxembourg. On peut dire qu'il a connu un développement fulgurant ; pourtant nous avons mis un siècle pour passer de la pauvre société agraire du 19^e siècle à l'économie de service moderne de la fin du 20^e. – Ou encore mon continent, l'Europe, qui a été pendant des siècles le terrain de batailles féroces entre peuples frères et qui a vu germer les ingrédients de deux conflagrations mondiales. Ce n'est que depuis cinquante ans que nous travaillons systématiquement au mieux-être collectif des populations de ce continent. – Alors ne soyons pas impatients, mais soyons plutôt persévérants, avec de la suite dans les idées ! – Quinze ans pour réduire de moitié la pauvreté la plus abjecte et pour atteindre les autres OMD me semblent raisonnablement ambitieux, prenant en compte le savoir, l'expérience et les moyens qui sont à notre disposition.

Ceci dit, je suis la dernière à vouloir me cacher la vérité : le bilan de notre action collective de mise en œuvre des OMD depuis 2000 est mitigé. Les progrès faits et les résultats obtenus sont très variés selon les secteurs, les continents, les régions et jusqu'à l'intérieur des pays qui peuvent parfois se targuer de succès sur un front, mais qui ne sortent pas pour autant du lot sur d'autres. C'est pourquoi le Luxembourg rejoint celles et ceux qui plaident pour des efforts accrus dans les secteurs et dans les régions qui accusent les retards les plus importants. En clair, un constat s'impose : nous – c'est-à-dire la communauté internationale, dans les pays industrialisés, les pays émergents et les pays en développement – n'avons pas fait ce qu'il fallait pour être aussi efficaces pour combattre la mortalité infantile et maternelle que pour augmenter les taux d'inscription dans l'enseignement primaire. Est-ce par choix, par incompetence ou faute de moyens ? Ce n'est pas aujourd'hui que nous répondrons à ces questions qui méritent pourtant une analyse sérieuse. Mais c'est un constat amer et objectif qui nous oblige d'autant plus à redoubler nos efforts que nous savons pertinemment que l'égalité des femmes, leur santé et celle de leurs enfants sont des objectifs qui ont un potentiel incomparable à entraîner des progrès sur les autres objectifs qui nous sont chers. Je le dis avec d'autant plus de conviction qu'au cours de ma carrière politique, j'ai eu entre autres la charge des dossiers de l'égalité des femmes, de la famille et de la jeunesse. Et c'est pourquoi je salue l'initiative de notre Secrétaire général de lancer une stratégie mondiale pour la santé des femmes et des enfants. C'est également pourquoi je me réjouis de la création d' « ONU Femmes » qui promet une action collective mieux structurée, plus coordonnée et donc plus efficace sur ces questions centrales. Dans ce contexte, je tiens à féliciter Mme Bachelet pour la nomination à la tête de cette nouvelle agence de l'ONU. Le Luxembourg restera parmi les plus fidèles partenaires et contributeurs dans ce combat pour la réalisation des OMD 3, 4 et 5, ainsi que des objectifs en matière de santé en général, y compris à travers une attention accrue pour les maladies non-transmissibles.

Monsieur le Président,

Notre mission à l'horizon 2015 s'est considérablement compliquée du fait de nouvelles réalités inconnues, voire inimaginables en 2000. Je veux parler des nouveaux défis mondiaux que nous posent l'insécurité croissante, les effets pervers de la crise économique mondiale surtout dans les pays en développement, le changement climatique et les flux migratoires.

Quand les statistiques ne laissent pas de doute que ce sont les pays en situation de fragilité, affectés par un conflit, de la violence, de l'insécurité et de catastrophes naturelles, qui accusent les plus importants retards dans la mise en œuvre des OMD, quand les investissements étrangers directs se tarissent et que même le flux de l'aide publique au développement ralentit, quand la crue des océans menace de faire disparaître des archipels entiers et quand, poussés par l'absence de perspectives, des centaines de milliers d'hommes et de femmes se mettent en mouvement en quête d'un futur incertain loin de leurs pays d'origine, l'énormité de la tâche qui est devant nous peut paraître par moments insurmontable, et la réalisation des OMD semble alors relever plus du mirage que d'un avenir tangible. A cela il n'y a qu'une réponse possible : personne n'a jamais prétendu que ce sera facile. Pour le Luxembourg cela n'est pas une raison pour déclarer forfait !

Le monde change, parfois du fait de nos propres actions irresponsables. Ce n'est pas pour autant que de nouveaux défis nous dédouanent de nos promesses et de nos engagements d'hier, d'autant moins que les nouveaux défis nous concernent tous au même titre, car ils ignorent les frontières administratives et naturelles. Cette prise de conscience à elle seule est précieuse, car inédite. Il s'agit à présent de réagir de manière adéquate. Le temps de la réflexion et de l'action « en silos » - chacun pour soi, dans son petit domaine de compétence et de responsabilité - est révolu, si l'on veut réagir de manière efficace. C'est pourquoi le gouvernement luxembourgeois plaide sur le plan national, mais aussi dans l'Union européenne, à l'ONU et dans ses relations au quotidien avec ses partenaires des pays en développement pour des réponses qui misent sur les plus-values d'une approche régionale et trans-sectorielle. Car, au Sahel, le développement local souffre des effets combinés de l'insécurité alimentaire due au réchauffement climatique et des attaques criminelles et terroristes ; dans le Pacifique ou dans les Caraïbes, l'espoir d'un investissement étranger s'effrite avec la montée des eaux et la recrudescence des ouragans. Les flux migratoires atteignent des envergures sans précédent et, loin d'améliorer le quotidien de celles et de ceux qui partent, drainent, d'un côté, les pays d'origine d'une partie de leur force de travail et, mettent, de l'autre côté, les autorités des pays de destination devant des dilemmes administratifs et humains.

La véhémence avec laquelle ces réalités s'imposent à nous n'a cessé de croître depuis qu'en 2005 l'ancien Secrétaire général Kofi Annan nous avait rendu attentifs dans son rapport « Dans une liberté plus grande » à l'interdépendance entre développement, sécurité et droits de l'homme. Force est de constater qu'au cours des cinq dernières années nous y avons répondu de façon trop frileuse, probablement faute d'avoir eu le temps d'y réfléchir en profondeur et de réajuster nos procédures et nos manières de faire souvent trop lourdes pour pouvoir réagir avec la flexibilité nécessaire. Pourtant les premières esquisses de ripostes possibles à cette palette de nouveaux défis commencent à émerger, par exemple autour de sujets comme celui des « biens publics globaux ». Loin de moi l'idée de plaider que « le tout est dans le tout » et qu'un problème ne peut être résolu qu'à condition que tous les problèmes soient résolus. Nos réponses aux défis complexes et enchevêtrés n'ont pas besoin d'être parfaitement intégrées, mais elles gagnent en efficacité à être coordonnées entre et au-delà des domaines de compétences dont elles relèvent. A cet égard, il n'est pas seulement permis de faire preuve d'imagination ; en fait, c'est devenu un véritable impératif !

Le chemin à couvrir et le travail à faire exigent de nous de faire feu de tout bois, en commençant de tenir, au Nord comme au Sud, nos promesses aux plus démunis, mais aussi – dans l'intérêt propre de chacun et de chacune – en réfléchissant à de nouveaux partenariats, notamment avec la société civile et le secteur privé, à de nouvelles sources de financement alternatives et durables du développement et à des canaux mutuellement bénéfiques pour organiser les transferts de fonds, de biens et de services dans le cadre d'une mondialisation au bénéfice de toutes et de tous. C'est à quoi le Luxembourg s'engage depuis des années, comme partenaire et donateur fiable, avec une aide publique au développement de 1 pour cent du RNB. C'est ce que nous plaitions à la présidence du Conseil économique et social et à la Commission de consolidation de la paix, mais aussi dans l'Union européenne et à l'OCDE, notamment en vue du 4^e Forum à haut niveau sur l'efficacité de l'aide en novembre 2011 en République de Corée. C'est à quoi nous nous tiendrons à Cancun plus tard dans l'année et au Conseil de sécurité de l'ONU, s'il nous est donné d'y siéger de 2013 à 2014.

Monsieur le Président,

Le Luxembourg ne fait pas ces promesses dans le vide. Pour avoir, dans le passé, bénéficié à notre tour de la solidarité internationale, des bienfaits de l'intégration régionale et de la participation pleine et entière dans l'économie mondiale, nous ne sommes que trop conscients qu'un développement durable n'est jamais définitivement acquis, que le temps nous est compté d'ici 2015 et qu'il convient d'en faire le meilleur usage. Enfin, je joins ma voix à celles et à ceux qui ont rappelé que 2015 n'est qu'une étape, à mi-chemin vers l'éradication de la pauvreté. En effet, sans perdre de vue l'objectif intermédiaire des OMD, il est indispensable de réfléchir dès aujourd'hui au-delà de 2015.

Je vous remercie de votre attention.

Mr. President,
Mr. Secretary-General,
Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

Luxembourg associates itself with the declaration that the President of the European Commission, Mr. José Manuel Barroso, pronounced yesterday on behalf of the European Union.

The fight against poverty is a long-term effort, and the road to sustainable development is paved with obstacles. In September 2010 our Heads of State and Government were right to foresee the implementation of the Millennium Development Goals (MDGs) over a period of 15 years. Indeed – let's not delude ourselves – there are no shortcuts and no miracle solutions :

- to feed the hungry,
- to guarantee women the place in society to which they are entitled,
- to give every child an education worthy of that name,
- to save a mother and her child when she has to give birth under precarious conditions,
- when health is threatened by pandemics or simply because there is no access to clean water,
- and when environmental destruction threatens human lives.

In September 2000, Member States recognized that the scope of these challenges called for a global partnership to be able to address the adverse conditions which prevent such an important part of the world population from having a decent life and from developing their full potential. This week, we are once again gathered in New York to affirm that the path we chose ten years ago was the right one, to objectively assess progress made so far and to reiterate our political determination and our commitment to fulfil the mission we undertook, bearing in mind the new challenges which our ever-changing world imposes on us and which complicate the implementation of the MDGs.

We do this on the basis of important reports and analyses by the Secretary-General and UN agencies on the implementation of the MDGs, and thanks to the relentless work of the facilitators, who negotiated the outcome document of this meeting. I want to thank them very much indeed for their efforts.

Mr. President,

The MDGs retain all their relevance. Allow me to insist on this fact, even though it might seem obvious. I am convinced that it is useful and necessary in an era marked by unprecedented accelerations at the global level. Unfortunately, we take only too rarely the time to ask ourselves whether these accelerations are beneficial or even only desirable. They are not necessarily negative, but too often, we let them happen instead of controlling and channeling them. What is more, they make us impatient, which does not go well with the long-term commitment and effort which are indispensable to make sustainable development work. The impatience of those who tend to question the MDGs for their

lack of immediate gratification is ill-advised. Take my home country, Luxembourg. It has certainly known a dazzling development, but it took us a century to accomplish the transition from a poor agrarian society in the 19th century to a modern service economy at the end of the 20th century. Or take my continent, Europe, which for centuries has been the battleground of wars between brotherly peoples and has witnessed the unfolding of two World Wars. It is only in the last fifty years that we have systematically been working for the collective well-being of the people on our continent. Let us therefore not be impatient, but rather persevere, in a consistent manner ! Fifteen years to reduce the most abject poverty by half and to attain the other MDGs seem reasonably ambitious to me, if we consider the knowledge, experience and means that are at our disposal.

This being said, I am the last one to try to hide the truth : the results of our collective actions in the implementation of the MDGs since 2000 are precarious. The progress made and the results obtained vary greatly depending on the sector, continent, region or even within countries, some of which can sometimes claim success on one front while they continue to struggle on another. This is why Luxembourg joins the ranks of those calling for greater efforts in the sectors and regions that are most lagging behind. We cannot escape this disconcerting fact : we – that is, the international community, industrialised, emerging and developing countries – have not done nearly as much to efficiently fight maternal and infant mortality as we have done to raise primary school enrolment figures. By choice, by incompetence, or by lack of means ? We will not answer this question today, although it deserves some serious consideration. It is, all the same, a bitter and blunt conclusion, which forces us to step up our efforts, especially since we know perfectly well that gender equality, women's and children's health are objectives that have an unrivalled potential to trigger further progress in the implementation of the other goals to which we are attached. I say this with an even stronger conviction, as I have, over the course of my political career, also been Minister for gender equality, family and youth. This is why I salute of the Secretary General's initiative to launch a global strategy for women's and children's health. That is also the reason for which I welcome the creation of "UN Women", which hopefully will allow for a more structured, more coordinated and therefore more efficient global action in this important field. On this occasion, I wish to congratulate Mrs. Bachelet on her nomination as head of this new UN agency. Luxembourg will continue to be a steadfast partner and contributor in the struggle to implement MDGs 3, 4 and 5, and in general the objectives and goals in the health sector, including through increased attention to non-communicable diseases.

Mr. President,

The mission we want to accomplish by 2015 has been considerably complicated by new realities that were unknown, and even unimaginable, in 2000. I am referring to the new global challenges that stem from the growing insecurity, from the pernicious effects of the global economic crisis, especially in developing countries, from climate change and from migrations.

As statistical data have proven beyond doubt that fragile countries affected by conflict, violence, insecurity and natural disasters are the ones that have most dramatically fallen behind in the implementation of the MDGs, as foreign direct investment is drying up and even the flow of official development aid is slowing down, as the rise of ocean levels threatens to swallow entire archipels and as hundreds of thousands of men and women, motivated by a lack of hope of a better life, take to the road in the search of an uncertain

future far away from home, the task ahead of us may seem, at times, daunting, and the implementation of the MDGs more of an illusion than of a tangible future. There is only one possible answer to give in that respect: nobody has ever claimed that things would be easy. For Luxembourg, this is not a reason to give up !

The world is changing, sometimes because of our own irresponsible actions. New challenges, however, do not free us from the promises and commitments we made yesterday, all the more so as we are all affected by these new challenges, which ignore administrative and natural boundaries. This awareness is precious, as it was previously inexistent. We now have to react appropriately. The times of stovepiped reflexions and actions – with everybody in their little realm of competences and responsibilities – have to end if we want to react in an efficient manner. That is why the Luxembourg Government, on a national level, but also inside the European Union, at the UN and through its relations with its developing partner countries, calls for responses that rely on the added value of a regional and trans-sectorial approach. Indeed, in the Sahel region, local development suffers from the combined effects of food insecurity due to climate change and from criminal and terrorist attacks; in the Pacific or in the Caribbean, the hope for foreign direct investment is waning with the rise of sea levels and the worsening of hurricanes. Migration flows have reached unprecedented levels and, far from raising the standards of life of those who leave, they drain, on the one hand, part of the work force from the countries of origin and they create, on the other hand, administrative and human dilemmas for the countries of destination.

The shocking character of these realities has only been exacerbated since the former Secretary General Kofi Annan's 2005 report "In Larger Freedom", which had drawn our attention to the links between development, security and human rights. We have to admit that over the past five years, we have been too hesitant, probably because we have not had the time to sufficiently reflect on this and to readjust our often too cumbersome procedures and working methods to be able to react with the necessary flexibility. Nevertheless, the first sketches of possible responses to this array of new challenges are beginning to emerge, for example around issues like "global public goods". I would certainly not advocate that "everything is in the whole" and that nothing can be solved until everything is solved. Our responses to complex challenges do not have to be perfectly integrated, but the better we coordinate them, across and beyond the different areas of competence, the more efficient they become. In this respect, it is not only possible to be creative, it is imperative to do so !

The long way ahead and the huge task that remains to be accomplished force us to use all means at our disposal, to start keeping our promises, in the North as well as and in the South, towards the poorest, but also – for the sake of each of us – to think of new partnerships, especially with civil society and the private sector, of new alternative and sustainable sources of financing for development and of mutually beneficial channels to organize the transfer of funds, goods and services in the context of a globalization which benefits all. This is what Luxembourg has been committed to for years, as a trustworthy partner and donor, with an official development aid of one percent of its GNI. That is what we have been advocating throughout the presidency of the Ecosoc and within the Peacebuilding Commission, and what we continue to advocate in the European Union and in the OECD, especially with regard to the Fourth High Level Forum on Aid Effectiveness in the Republic of Korea in November 2011. That is what will continue to

guide us in Cancún later this year, and as a member of the Security Council, if we are given the opportunity to serve on the Council in 2013-2014.

Mr. President,

Luxembourg does not make such promises in vain. We have ourselves, in the past, benefitted from international solidarity, regional integration and full participation in the global economy and are therefore fully aware that sustainable development is never achieved for good, that the time at our disposal until 2015 is counted and that we have to use it as best as we can. Finally, let me add my voice to those who have recalled that 2015 is only a step on the road, that it is only halfway to the eradication of poverty. Indeed, without losing sight of the intermediary objectives of the MDGs, it is essential to start thinking now about the post-2015 period.

I thank you very much indeed for your attention.